

GUATEMALA



N° 21

SEPT-OCTOBRE 1983

6F

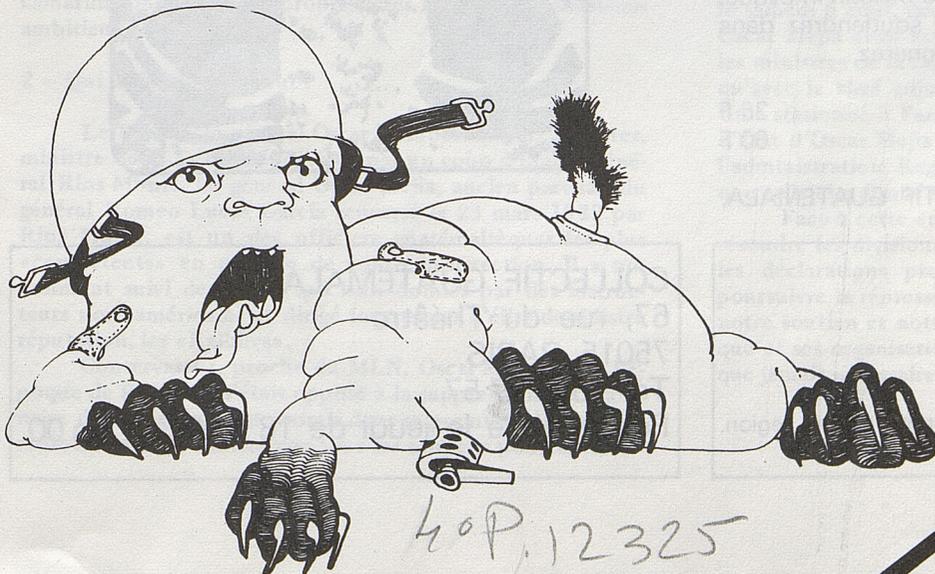


COUP D'ETAT

DU 8 AOUT:

LA FARCE

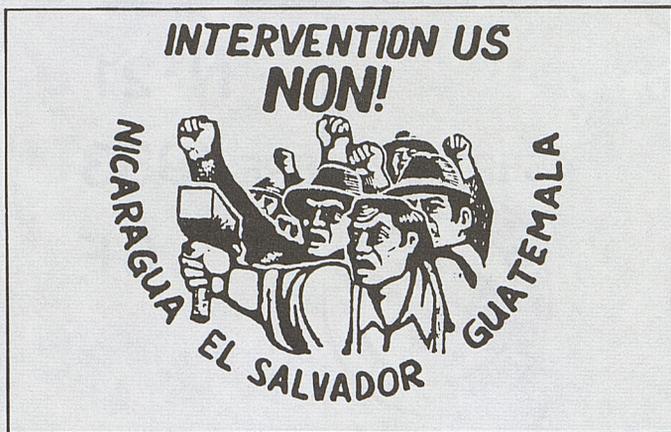
CONTINUE ?



40P.12325

DOSSIER
FEMMES EN LUTTE

Le COLLECTIF GUATEMALA est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec TOUS ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE et DEMOCRATIQUE.



SOLIDARITE GUATEMALA
publié par le Collectif Guatemala.
Adresse postale : 67, rue du Théâtre 75015 Paris.
Photocomposition : VRAC.
Impression : Rotographie, Montreuil (859 00 31)
Directeur de la publication : Hugues Cayzac
Commission paritaire n°65 146

MATERIEL DISPONIBLE AUPRES DU COLLECTIF

Films 16 mm : *Images d'une dictature*. P. Mercadini, 1980, couleur, 32 mn.

Film vidéo : *Le Chemin de Nebaj*. 1981, couleur, 55 mn ; deux formats : UMATIK KCA-60 et BHS.

Brochures :

Vingt ans de lutte (histoire récente du Guatemala, la politique de « disparitions », le rôle des Indiens dans la lutte, interviews des commandants de l'EGP, des FAR, de l'ORPA et du PGT-ND).
Verdict de la session du Tribunal permanent des peuples, janvier 1982.

Cahiers guatémaltèques : série d'articles d'analyses de la réalité guatémaltèque sous forme de dossiers. Le n° 1 s'intitule *les Indiens et la révolution* (cinq articles jusqu'aujourd'hui).

Bulletin : *Solidarité Guatemala*, bimestriel.

Publications diverses des organisations populaires et révolutionnaires. Affiches, autocollants, cassettes, disques, cartes postales et cartes dessinées, badges, etc.

Tee shirts : « *USASSASSINS, Hors de l'Amérique centrale !* ».

ABONNEZ VOUS

Au moment où l'histoire du Guatemala est dans une période cruciale, la lutte de ce peuple a besoin, plus que jamais, de notre soutien et de notre solidarité. Ce bulletin *Solidarité Guatemala* vous permettra, nous l'espérons, de suivre le déroulement des luttes populaires dans ce pays.

C'est pourquoi nous avons adopté la formule de l'abonnement, cela étant le seul moyen de pouvoir assumer les frais que la parution de ce bulletin implique. Nous sommes sûrs que vous nous soutiendrez dans cette tâche, et que vous vous abonnerez.

ABONNEMENT 1 AN	36 F
ABONNEMENT DE SOUTIEN	60 F

Chèques à l'ordre de :

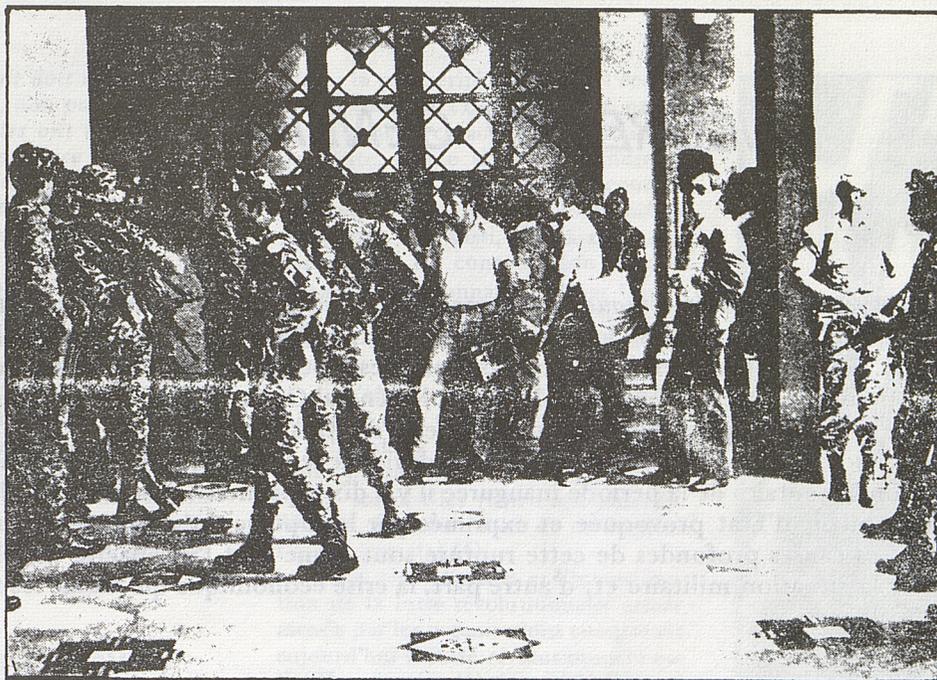
COLLECTIF GUATEMALA.



Date de l'abonnement :
Nom :
Prénom :
Adresse :

Je m'abonne et je paye F.
Je désire être en contact avec un comité de ma région.
OUI NON

COLLECTIF GUATEMALA
67, rue du Théâtre
75015 PARIS
Tél : 579 67 57
Permanence le jeudi de 18 h 00 à 22 h 00.



COMMUNIQUÉ PUBLIC

I – Fin du projet de R. Montt ?

Après son arrivée au pouvoir par un coup d'État, le 23 mars 1982, Rios Montt, général assassin et adepte de «l'Église du Verbe», a montré sa détermination à vouloir en finir avec la résistance du peuple guatémaltèque face à la dictature ; soutenu par le gouvernement Reagan, il a orchestré avec l'aide des sectes nord-américaines à la solde de la CIA une offensive en règle contre l'opposition qui s'est traduite par des mesures répressives visant à légaliser le génocide dirigé principalement contre les populations indiennes.

Pourtant, malgré les coups portés par la dictature contre les organisations populaires, le projet de Rios Montt ne s'est pas réalisé et il s'est montré incapable de réaliser son but premier, l'anéantissement des organisations politico-militaires. En effet, loin de cristalliser un possible consensus des classes dominantes autour de ce projet, Rios Montt n'a fait, par ses mesures (mini-coup d'État du 6 juin 1982, répression contre le MLN (extrême droite), soutien haut et fort des sectes nord-américaines, impôt de guerre sur les classes dominantes, etc.), qu'accentuer les divisions qui règnent au sein de ce bloc dominant hétérogène formé de camarillas militaires, de propriétaires fonciers, d'industriels ambitieux, etc.

2 – Qui dirige aujourd'hui ?

Le 8 août, le général Oscar Humberto Mejia Victores, ministre de la Défense, renverse par un coup d'État le général Rios Montt. Le général Oscar Mejia, ancien partisan du général Romeo Lucas Garcia renversé le 23 mars 1982 par Rios Montt, est un des officiers guatémaltèques les plus «compétents» en matière de contre-insurrection. Il a notamment suivi des cours spéciaux donnés par des instructeurs nord-américains et dirigé les troupes d'élite de sinistre réputation, les «Kaibiles».

Conservateur, proche du MLN, Oscar Mejia, qui à l'époque de R. Montt s'était opposé à la suppression des tribunaux d'exception, s'est promis dans sa première déclaration radiodiffusée de «lutter par tous les moyens pour exterminer

la subversion léniniste-communiste qui menace la liberté et la souveraineté du Guatemala».

3 – Nouvelles orientations, nouvelles mesures ?

Dans leur proclamation en neuf points, les nouveaux dirigeants ont condamné le «groupe réduit de gouvernants qui veulent se maintenir au pouvoir» et dénoncé l'opportunisme de groupes religieux telles «l'Église du Verbe». Ils ont aussi fait part de leur volonté de «avant tout préserver, conserver et renforcer l'unité de l'armée» et «de lutter par tous les moyens pour éliminer la subversion et de poursuivre le processus de retour à la constitutionnalité». Le général Mejia a par ailleurs annoncé une amnistie générale et réaffirmé sa volonté de dissoudre les tribunaux d'exception créés par Rios Montt tout en maintenant l'impôt de guerre...

Le lendemain du coup d'État, le nouveau dictateur a proclamé que selon lui la politique nord-américaine en Amérique centrale était «la plus indiquée» bien que «le groupe de Contadora n'a rien à faire en Amérique centrale».

4 – Conclusions

Les États-Unis souhaitent une participation plus active du Guatemala dans leurs projets impérialistes et criminels face à la montée des luttes populaires en Amérique centrale : le samedi 6 août, deux jours avant le coup d'État, le général Oscar Mejia avait assisté à une réunion, au Honduras, avec les ministres de la Défense du Salvador et du Honduras ainsi qu'avec le chef adjoint du commandement sud des États-Unis stationné à Panama, le général Fred Wörne. Si le coup d'État d'Oscar Mejia n'a pas été complètement préparé par l'administration Reagan, il ne fait par contre aucun doute que celle-ci a donné son approbation.

Face à cette «nouvelle» dictature qui prétend pouvoir résoudre les divisions au sein des classes dominantes et dont les déclarations prouvent indéniablement la volonté de poursuivre la répression systématique qui dure depuis 1954, notre soutien et notre solidarité avec le peuple guatémaltèque et ses organisations combattantes sont aujourd'hui plus que jamais nécessaires.

Paris, le 10 août 1983
COLLECTIF GUATEMALA

ENCORE UN GENERAL !

«Chute de l'Ayatollah guatémaltèque», «revanche des généraux», «l'homme des États-Unis au pouvoir»... Le coup d'État qui renversa le général Rios Montt le 8 août n'a eu de spectaculaire que les titres des journaux. Se déroulant dans le calme, mis à part les sept «petits morts» de la garde présidentielle, la prise du pouvoir par le ministre de la Défense, le général Oscar Mejia Victores, n'a surpris personne : on a assisté au dernier épisode de la chute au ralenti de Rios Montt.

Le fait que ce soit son ministre de la Défense qui devienne le nouvel «homme fort» ne change en rien les données fondamentales de la période inaugurée il y a dix-sept mois : accentuation de l'instabilité chronique du pouvoir d'État provoquée et exprimée par la rupture du «concordat» armée-partis, armée-oligarchie. Les causes profondes de cette rupture sont d'une part l'incapacité des classes dominantes à maîtriser la situation militaire et, d'autre part, la crise économique qui balaie les fondements matériels de cette alliance.

Dans ce sens, le coup d'État du général Mejia Victores doit être considéré comme un simple épisode du processus ouvert par son prédécesseur, et qui n'est pas près de se terminer. Les interprétations qu'évoquent les titres des journaux, sans être pour autant erronées, dépassent rarement le stade de l'anecdote : réaction face au pouvoir croissant des sectes, coup d'État téléguilé par les États-Unis pour placer un «homme de confiance», remplacement de Rios Montt par des officiers insubordonnés, mécontentement d'un secteur de l'oligarchie face aux mesures draconiennes de «redressement» économique (dictée en fait par le FMI).

Tous ces facteurs ont certainement précipité la chute de Rios Montt, dans l'immédiat, mais ils ne nous disent pas grand-chose sur l'avenir du nouveau patron et du régime dans son ensemble.

VIE, PASSION ET... CHUTE DE RIOS MONTT

Si la chute du général Rios Montt n'a étonné personne, on ne peut pas en dire autant en ce qui concerne son arrivée au pouvoir. L'utilisation de la «surprise» fut un des principaux atouts de son gouvernement, au moins à ses débuts. Pourtant, le «projet» de Rios Montt n'avait rien de nouveau. En effet, il était en fait un amalgame de la stratégie contre-insurrectionnelle en vogue (massacres, tactique dite de «terre brûlée», hameaux stratégiques, etc.) avec un vieux rêve «putchiste» à



Oscar Mejia Victores.

connotations populistes-réformistes et dont le premier propagandiste fut son principal supporter aux élections de 1974, le Parti démocrate-chrétien, par la plume de son secrétaire général à l'époque Danilo Barillas.

Dans un opuscule intitulé «la Démocratie chrétienne et sa position devant l'armée du Guatemala aujourd'hui» et publié quelques mois après les élections frauduleuses qui empêchèrent l'accession au pouvoir de Rios Montt et de la Démocratie chrétienne en 1974, Danilo Barillas tirait la conclusion suivante : «Cette voie est fermée. Et elle (la voie électorale) est fermée parce que au moment le moins opportun, quand la démocratie électorale était justement à l'épreuve, elle

fût interrompue, brutalement, d'une façon absurde et la plus inexplicable, empêchant ainsi l'accès à la Présidence à celui à qui personne n'aurait songer à la lui refuser, au militaire possédant la feuille de services la plus brillante, le plus loyal, le plus méritoire. Cela a fermé la voie des élections au Guatemala en tant que voie légitime. Il est nécessaire, donc, de chercher un autre chemin.» (1)

«Ma proposition consiste à ce que l'armée prenne le pouvoir, que ce soit institutionnellement ou par le biais d'un groupe d'officiers modernes, audacieux et capables. Que ces hommes appellent les politiciens à collaborer avec eux, ceux disposés à partager les tâches gouvernementales, de restructuration, disposés à apporter de nouvelles propositions politico-idéologiques au pays.» (2)

«En second lieu, il faut créer des nouvelles formes de gouvernement. La plus haute autorité pourrait être ou ne pas être partagée... Il me semble quelle devrait être mixte. Mais autant l'armée doit avoir la possibilité d'approuver ou de désapprouver ce qui se

(1) «*Democracia cristiana y su posición ante el ejército de Guatemala de hoy (llamado a un compromiso histórico)*», de Danilo Barillas. Cette magnifique «réflexion» est, entre autres, dédiée «A Rios Montt qui nous a permis de pouvoir repenser tant de choses»...

Une citation de Mathieu en page 2 : «Heureux ceux qui luttent pour la paix, car ils seront appelés «fils de Dieu» ; et Barrillas n'était pas fou, pas plus que Rios Montt... Passage tiré de la page 69.

(2) Idem, page 99.

fait, autant ce droit doit revenir aussi aux citoyens. Cela, non pas au moyen d'élections, car elles ont déjà prouvé leur inefficacité dans ce pays, dans cette étape de notre Histoire et de notre culture. Il faut passer à une sorte d'organisme collégial formé des véritables représentants des différents secteurs et qui devront conseiller, dialoguer et contrôler...» (3)

On peut constater ici que les idées de Rios Montt étaient loin d'être celle d'un «fou», d'un «illuminé» comme beaucoup l'ont souvent prétendu. Il avait simplement un retard de six ans sur le train de l'Histoire. Ce qui explique aussi un peu l'effet de «surprise» et la succession vertigineuse des échecs et contradictions qui ont précipité sa chute.

LE «CONCORDAT» ARMÉE / PARTIS DE DROITE

La période durant laquelle furent produites les idées que nous venons s'étend *grosso modo* de 1970 à 1979. Ses caractéristiques peuvent être ainsi résumées :

— sur le plan économique, le pays traverse une période de forte croissance (plus 5% comme moyenne annuelle du PIB avec une crête de 7% en 1976 et de 8,4% en 1977) et de diversification des structures de production (les exportations des produits manufacturés se sont multipliées par 27,5 entre 1960 et 1976, le nombre d'entreprises industrielles est passé de 1187 à 2107, etc.)

— sur le plan politique, trois pôles plus ou moins antagoniques se développent : 1) la consolidation du triangle armée-partis réactionnaires-oligarchie et dont le sommet est occupé par le haut commandement de l'armée (commandants des principales «zones» militaires du pays) - 2) l'apogée de l'influence politique et électorale des partis de centre-gauche et de la gauche modérée (DCG, PDS et FUR), consacrée par le triomphe électoral du Front national d'opposition dont le candidat était Rios Montt - 3) la reconstruction et la réimplantation des organisations politico-militaires de la révolution et du mouvement revendicatif ouvrier et paysan.

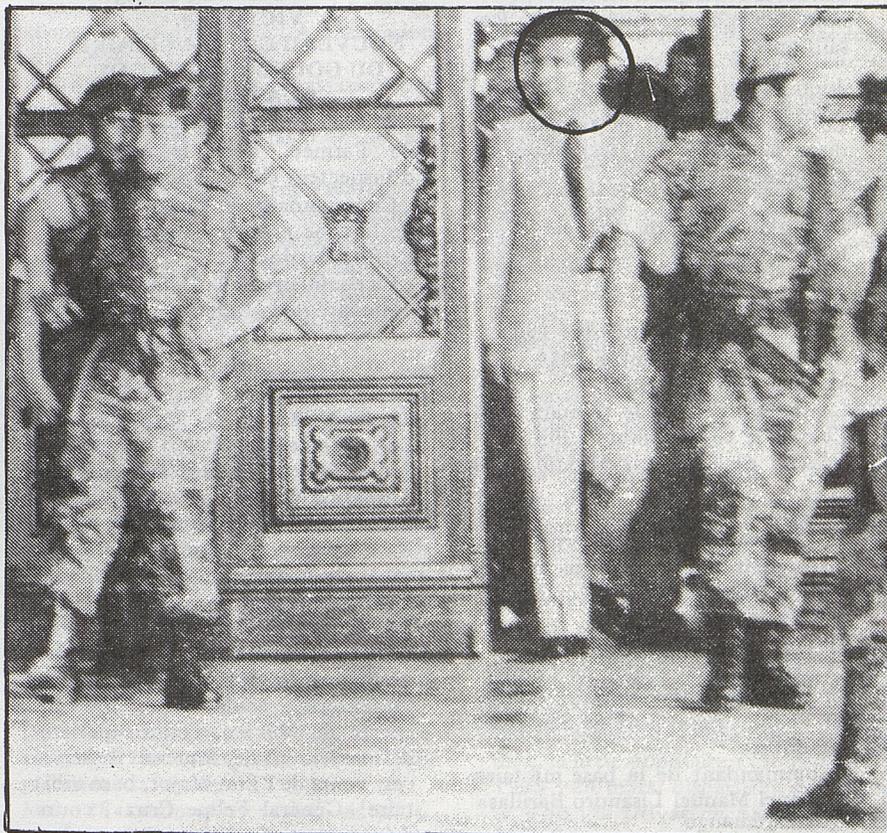
L'imbrication de ces deux niveaux de la réalité sociale guatémaltèque nous suggère au moins une réflexion :

la prospérité relative de l'économie permettait l'existence d'un projet de réformes à caractère redistributif et populiste, même si pour atteindre ce but il s'avérait nécessaire de recourir à un coup d'État. Et c'est cette même prospérité qui aussi, paradoxalement, permettait la consolidation armée-oligarchie en donnant à l'État l'occasion de devenir le pivot d'une nouvelle période d'accumulation «sauvage» des capitaux.

L'arrivée au pouvoir du général Romeo Lucas Garcia en 1978 marque le début de la disparition définitive de toute possibilité de «réformes», si timides soient-elles (voir l'assassinat de Alberto Fuentes Mohr et de Manuel Colom Argueta) (4).

La généralisation et l'intensification de la lutte révolutionnaire armée menée par les organisations composant aujourd'hui l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), en combinaison avec la crise économique mondiale, a finit par faire «craquer» le «concordat» et a provoqué la «grogne» des «jeunes officiers» qui permirent l'arrivée de Rios Montt au pouvoir. Pour la première fois depuis seize ans, la division et les antagonismes atteignent le corps-même de l'armée.

En sortant de leur manche la carte de Rios Montt, une fraction de l'armée et un secteur de la bourgeoisie



Rios Montt sortant en civil du Palais national après le putsch : personne n'est prophète en sa demeure.

(3) Idem, pages 100-101.

(4) A.F. Mohr, fondateur et principal dirigeant du parti socialiste démocratique. M.C. Argueta, fondateur du front uni de la révolution (FUR), ex-maire de Guatemala-Ciudad.

brûlaient leur dernière cartouche en essayant de faire passer et approuver un projet sensé être capable de ressouder les fissures et d'escamoter par ailleurs certaines des revendications du mouvement révolutionnaire. Le résultat ne s'est traduit que par une caricature grotesque des «propositions» de la Démocratie chrétienne formulée six ans auparavant.

La profonde crise économique qui frappe le Guatemala aujourd'hui a

démantelé irréversiblement toute possibilité de rétablissement du «concordat» armée-partis-oligarchie, car elle en affecte les différentes composantes de façon très inégale : si les intérêts semblaient pouvoir converger, les calculs à plus en plus court terme empêchent maintenant tout accord durable.

La déroute s'accroît : fuite importante et croissante des capitaux, fermeture du marché régional, mais aussi la diminution de la demande inté-

rieure provoquée en partie par les mesures «d'assainissement» imposées par le FMI (réduction des dépenses publiques, introduction de la TVA, etc), les difficultés cambiales, la liste serait longue... Du même coup, toute tentative réformiste se trouve interdite.

Le remplacement (approuvé par des États-Unis qui calculent peut-être au moindre mal quand un Rios Montt devient détesté de tous les secteurs de l'armée, de la bourgeoisie, de l'Église, des partis politiques, etc) par le général Mejia Victores ne peut avoir la prétention de résoudre une seule de ces contradictions. Tout laisse, au contraire, prévoir qu'une période d'instabilité durable affectera la structure du pouvoir qui est aujourd'hui son plus haut sommet : le haut commandement de l'armée.



COMMENT DEVIENT-ON PRÉSIDENT

CURRICULUM VITAE DU GÉNÉRAL DE BRIGADE OSCAR HUMBERTO MEJIA VICTORES, NOUVEAU CHEF MILITAIRE DU GOUVERNEMENT DU GUATEMALA

État Civil

date de naissance : 9 décembre 1930
lieu de naissance : Ciudad Guatemala
noms des parents : Juan Jose Mejia Sandoval et Alejandra Victores.
nom de l'épouse : Aura Rosario Rosal Lopez.

Date d'entrée dans l'armée

Le 1er avril 1948, en tant qu'étudiant de l'École Polytechnique, cadet numéro 1063.

Date d'obtention du diplôme

le 29 mars 1953

Nominations

Lieutenant le 15 septembre 1956
Capitaine le 5 novembre 1959
Major le 15 mars 1963
Lieutenant colonel le 15 mars 1966
Colonel le 15 septembre 1969
Général de brigade le 30 juin 1980

Fonctions Militaires

En tant qu'officier subalterne :
Instructeur à l'École Polytechnique,
Chef de département à l'École Polytechnique.
En tant qu'officier supérieur :
- Chef de l'État Major de l'armée, directeur de la base militaire «Général Felipe Cruz», port de San Jose, Escuintla.
- Commandant de la base militaire «Colonel Manuel Lisandro Barillas» Quetzaltenango
- Directeur de l'institut Adolfo V. Hall del Norte, San Pedro Carcha, Alta Verapaz
- Sous-chef de l'État-Major général

de l'armée, avec les fonctions d'Inspecteur Général de l'armée.

- Commandant du quartier général de la zone militaire «Général Justo Rufino Barrios».
- Vice-ministre de la Défense.
- Ministre de la Défense.

Études Militaires

En tant que cadet :
École Polytechnique en cours de formation d'officier.
En tant qu'officier subalterne :
Base aérienne d'Albrook, zone du canal de Panama et Officier chargé du ravitaillement.
En tant qu'officier supérieur :
École militaire d'application «Général Manuel Arzu», cours de base de l'infanterie, école supérieure de guerre de Mexico, cours supérieur de maniement des armes et de services, cours de l'État Major, base militaire «Général Felipe Cruz», cours de parachutisme, cours de parachutisme «saut libre».

Distinctions militaires

- Médaille de l'«Aptitude et Condui-

te», le 26 septembre 1959.

- Médaille de la continuité dans le service de III classe, le 30 juin 1968
- Citation présidentielle, le 30 juin 1962.
- Diplôme et distinction «Galons du parachutisme», le 29 juin 1965.
- Distinction «Galons du parachutiste confirmé», le 2 décembre 1970.
- Distinction «Parachutiste expert», le 1er Mars 1971.
- Diplôme de l'Honneur et du Mérite, octroyant la distinction du commandement et de l'État Major, le 15 juin 1971.
- Croix du Mérite militaire de II classe, le 30 juin 1971.
- Grade de Membre honorifique des forces parachutistes des États-Unis, le 11 août 1971.
- Attestation de service de II classe, le 24 juin 1977.
- Distinction de «Fondateur du centre informatique» du ministère de la Défense, le 22 décembre 1977.
- Médaille de la continuité dans le service I classe, le 22 juin 1978.
- Croix du Mérite militaire I classe, le 3 juin 1977.
- Croix de la Force Aérienne, le 25 novembre 1977.

Le général de brigade Oscar Mejia Victores compte, parmi les officiers guatémaltèques, l'un des curriculum les plus importants en matière de contre-insurrection, notamment pour son action dans les troupes d'élite, kaibiles et parachutistes.

HISTOIRE DU GUATEMALA :
DES HOMMES ...
ET DES FEMMES !



1880 : Naissance de l'industrie au Guatemala. A Cantel (Quiché) est fondée une importante manufacture de tissage : le travail est essentiellement effectué par les femmes et les enfants.

1911 : Avec l'apparition de l'enseignement les femmes accèdent aux postes d'institutrices dans les écoles primaires.

1915 : « Industrie Nord tropique » : la plus importante plantation de café au Guatemala : emploi 60% de femmes.

1920 à 1924 : Grand scandale provoqué par l'entrée des femmes de la bourgeoisie et des classes moyennes guatémaltèques sur le marché du travail : elles occupent des emplois dans le secrétariat, les banques, les grandes compagnies nord-américaines.

1944 : Maria Chichia, professeur, joue un rôle très important dans la mobilisation populaire contre Ubico. Elle fut arrêtée et tuée. Révolution d'octobre.

1945 : Juan José Arevalo est élu président. Le droit de vote est accordé à tous les adultes *sauf aux femmes analphabètes*. Cela signifie alors pour un secteur des femmes une ouverture nouvelle dans la vie politique.

*Participation dans la bureaucratie.

*Participation syndicale.

*L'autonomie universitaire est garantie.

*Accès des femmes à l'université, particulièrement orientées vers les sections littéraires.

1947 : Le Code du travail prévoit l'organisation des travailleurs et établit le droit de grève. Les employées domestiques n'ont pas de sécurité sociale car le Code ne reconnaît pas leur statut de travailleur (l'entreprise doit employer un minimum de cent travailleurs).

1949 : Création de la sécurité sociale et des grands hôpitaux. Les congrégations religieuses perdent le monopole

de la santé, les sœurs sont remplacées par des femmes civiles. Demi-salaire assuré pendant la grossesse.

1950 : Jacob Arbenz est élu président avec 63% des suffrages.

1954 : 17 juin, les forces mercenaires de Castillo Armas envahissent le Guatemala depuis le Honduras ; bombardements aériens de la C.I.A., démission d'Arbenz.

1957 : Castillo Armas est assassiné par un sympathisant de droite.

1958 : Miguel Ydigoras Fuentes est « élu » président.

1960 : Les femmes représentent la main-d'œuvre essentielle d'une industrie en plein essor (notamment industrie de transformation, pharmaceutique), l'ouverture du Marché commun centro-américain (MCCA) intensifie les relations commerciales.

En 1965. Les femmes ont accès aux autres disciplines universitaires (pharmacie, biologie, etc.)

1961 : Le P.G.T. approuve une résolution d'appui à la lutte armée.

1962 : Mars-Avril, manifestations nombreuses d'étudiant(e)s et de travailleurs (ses) dans la capitale pour renverser Ydigoras. Décembre, naissance de l'organisation de guérilla « les Forces armées rebelles (FAR). Nora Paiz et Flora participent à sa création.

1966 : Mendez Montenegro est « élu » président ; les États-Unis augmentent leur aide militaire et financière : une campagne de contre-insurrection bien planifiée est lancée.

Mai, 28 communistes sont détenus, torturés et assassinés. Parmi eux, deux femmes, leaders importantes du mouvement étudiant : Yris Yon, Unis Campiran.

1970 : Novembre, l'État de siège est

instauré. INTENSIFICATION DE LA PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES LUTTES POPULAIRES.

1973 : Mars-août, la participation des femmes fut primordiale dans la grève des instituteurs lancée dans tout le pays ; le gouvernement est obligé de céder aux demandes des grévistes.

1973 : (Dès 1960) Création des écoles d'assistantes sociales. De par leur stages effectués au sein de la population, les étudiantes prennent conscience de la réalité de leur peuple.

1975 : Réapparition des activités de guérilla. L'Armée de guérilla des pauvres. (EGP) apparaît officiellement. 1978 : Romeo Lucas Garcia est « élu » président. 29 mai, massacre de Panzos. Plus de 100 Indiens sont assassinés par l'armée.

1980 : Janvier, massacre de l'ambassade d'Espagne.

19 septembre, l'écrivain Alaïde Foppa, 67 ans, est enlevée en plein centre de la capitale.

1982 : 9 février, création de l'URNG. Coup d'État d'Efraim Rios Montt le 23 mars. Dans son but d'anéantir le mouvement révolutionnaire, Rios Montt poursuit une politique génocide visant essentiellement les femmes, les enfants et les vieillards des communautés indiennes, obligeant les survivants à quitter leurs terres pour se réfugier au Mexique, au Honduras ou encore au Belize. Malgré les coups portés par l'armée, la lutte populaire s'intensifie.

1983 : 25 mars, disparition de l'avocate Yolanda Uriyar de Aguilar, qui défendait les droits de travailleurs.

Le 8 août, coup d'État du général Oscar Mejia Victores.

Dossier



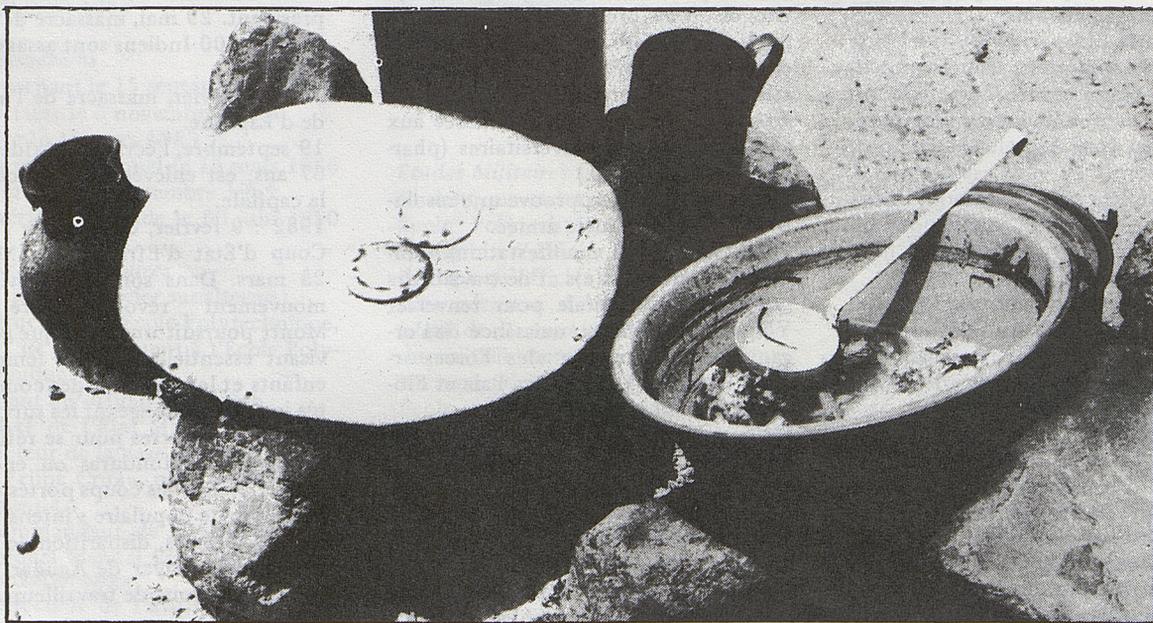
QUAND LES TORCHONS BRULENT...

Du point de vue économique, la femme paysanne est l'élément indispensable qui permet de maintenir le processus productif dans sa participation directe à la production et à la distribution des produits. La femme représente également la base de l'unité familiale puisque c'est elle qui essentiellement pourvoit à l'éducation, à l'alimentation et aux besoins vestimentaires de la famille. Pilier important au sein des sociétés indiennes, elle maintient et transmet l'identité sociale.

Son travail domestique tient une place prépondérante. Préparer les repas signifie pour la paysanne guatémaltèque se lever à deux ou trois heures du matin et l'oblige à marcher des kilomètres durant à la quête d'eau ou de bois. Outre ses diverses tâches ménagères, effectuées dans des conditions souvent pénibles, elle participe également aux travaux agricoles et a la responsabilité de l'entretien des animaux de la maison. Ses quelques moments libres, elle les dédie à la fabrication de l'artisanat, vendu sur les marchés à des prix dérisoires.

Dès lors, la femme paysanne n'a pour ainsi dire pas eu d'enfance. Dès l'âge de 5 à 6 ans, elle seconde sa mère dans ses tâches domestiques, à l'adolescence lui revient la charge de ses petits frères et sœurs. Avec le mariage s'accroît le poids des travaux. Après la naissance de ses premiers enfants, la jeune femme âgée entre 15 et 20 ans, affronte les dures réalités de la vie paysanne : assurer la subsistance de sa famille, en tant que mère et épouse et travailler la terre. Dans un tel contexte la femme fait l'objet d'un système d'exploitation plus intense que l'homme.

Vers les années soixante, avec la pénétration du capitalisme dans les campagnes, on assiste à un phénomène important : l'essor de l'émigration des familles paysannes dépossédées de leurs terres vers la ville



Pour mieux comprendre la lutte du peuple guatémaltèque, voici les témoignages de CRISTINA et de RIGOBERTA MENCHU.

CRISTINA

«Vers les années 1972-1973, lorsque les cours de conscientisation et d'alphabétisation ont commencé, les femmes ont commencé à participer peu à peu. En particulier avec la naissance du C.U.C., est apparue la nécessité de se battre de façon conjointe. Les hommes ont dû se responsabiliser vis-à-vis de l'éducation des enfants.

On s'est alors aperçu que c'était le système qui jusqu'à présent nous avait contraintes à vivre dans cet état de soumission face à l'homme, nous empêchant de développer nos capacités de lutte. Nous avons pris conscience que l'unique moyen d'en finir avec cette politique de domination, c'était de lutter contre ce système.

«Aujourd'hui on peut voir des femmes dirigeantes au sein des organisations révolutionnaires. Un mouve-

ment de libération de la femme au Guatemala ? Dans la situation actuelle on ne pense même pas à fonder une telle organisation ; nous pensons que la révolution reste primordiale, que cette lutte nous devons la mener ensemble, hommes et femmes, Indiens et ladinos pour accéder à la victoire.

«Je pense que notre libération, à nous, les femmes, passera d'abord par la libération de notre peuple.

«A propos de la naissance et de la contraception, pour moi, le problème au Guatemala ne se pose pas au niveau de la surpopulation mais au niveau de la surexploitation, car les richesses sont concentrées aux mains d'une minorité.

«Vers 1979-1980, je me souviens qu'il existait une clinique à Santiago

Atitlan fondée par les Nords-Américains dans laquelle on distribuait des pilules contraceptives. Le gouvernement n'avait même pas jugé utile de préciser aux femmes l'usage de ces pilules. La contraception est une question qui doit se décider au sein du couple sans que le gouvernement n'ait à intervenir.

«Aujourd'hui la question est posée par la situation de guerre dans laquelle nous vivons. Nos compagnes ont alors arrêté d'avoir des enfants car que peuvent-elles faire quand arrivent les hélicoptères et que les avions bombardent les villages ? Il faut grimper les montagnes, passer les rivières, monter aux arbres. Pour ses raisons, beaucoup de nos compagnes ont choisi de ne pas avoir d'enfants».

RIGOBERTA MENCHU

«Je m'appelle Rigoberta Menchu, je suis indienne Quiché. Mes parents étaient Vicente Menchu et Juana Tun. Nous étions 9 enfants.

«Dès l'âge de huit ans j'ai dû travailler dans les plantations de café et de coton pour aider mes parents. Ils n'ont pas pu me payer l'école. Petite, je me suis rendue compte de la lutte que menaient mes parents pour la terre. Fréquemment nous recevions des menaces d'être dépossédés de notre petite terre de l'Altiplano.

«A dix ans, je commençais à travailler avec des jeunes de mon âge, de cette manière je me suis engagée dans la même lutte que mon père, la lutte pour la terre, qui est la lutte de la communauté et était et est aujourd'hui la lutte de notre peuple.

«En 1973 mon père est entré en prison pour avoir réuni et organisé la communauté afin de défendre notre terre. Ma mère paya une caution et ils nous ont pris notre terre.

«Nous avons continué à nous organiser pour défendre nos terres des Brol et Garcia, qui encerclaient notre communauté avec leurs gardes du corps.

«Mon père a cherché un soutien auprès des syndicats.

«En 1977 les autorités l'ont incarcéré l'accusant d'être communiste.

«Les religieux, les étudiants et syndicats se mobilisèrent et nous avons réussi à sauver sa vie. En prison, il rencontra un paysan du Comité d'unité



« Cette lutte, nous devons la mener ensemble, hommes et femmes, Indiens et ladinos, pour accéder à la victoire. »

Dossier

paysanne, le CUC ; il a recueilli les idées de la lutte et continua de travailler avec plus de force dans notre lutte, celle de nombreuses communautés et



de nombreux villages.

«La répression s'accrut dans la plupart des communautés.

«En 1979, nous sommes allés au Congrès avec ma mère, ils nous ont dit que ce n'était pas une maison pour les Indiens. Il nous ont frappées et jettées dehors.

«En janvier 1980, nous recherchions d'autres chemins pour nous faire entendre, toute cette longue histoire de dénonciation étouffée, nous devions la faire connaître. C'est pour cela

que nos compagnons, avec mon père, ont pris l'ambassade d'Espagne. La sauvagerie du gouvernement de notre pays éclata alors à la face du monde entier quand ils ont mis le feu à l'ambassade d'Espagne et que 39 personnes sont mortes, brûlées.

«Trois mois après le massacre de l'ambassade d'Espagne, ma mère fut sequestrée par quatre hommes armés, c'était le 19 avril 1980. Le jour suivant ses vêtements apparurent dans les rues d'Uspantan.

«Selon le témoignage d'un cousin qui tortura ma mère et qui surveilla

son cadavre pendant quatre mois dans la forêt, elle a été torturée pendant douze jours. Les militaires lui ont mis l'uniforme de l'armée, elle a été violée, lui ont arraché les ongles, lui ont découpé différentes parties du corps et l'ont mis dans un puits où étaient déjà entassés les corps d'autres torturés.

«Quand ma mère commença à agoniser, un officier de l'armée ordonna aux médecins qu'on lui fasse des injections de sérum. Trois jours après, quand elle eut un peu récupéré, ils ont

commencé à répéter les mêmes tortures, lui demandant où étaient ses enfants et d'autres personnes de la communauté. On lui disait que si elle montrait où se trouvaient les campements des guérilleros, elle aurait la vie sauve. Elle n'a rien dit. Elle niait avoir des enfants encore en vie.

«Quand elle agonisa de nouveau, ils l'emmenèrent dans un ravin à environ quinze minutes du village d'Uspantan et l'abandonnèrent dans la forêt encore vivante. Les militaires ont gardé son cadavre en permanence quatre mois, et n'ont laissé personne approcher.

«Nous devons chercher des forces pour vivre et sauver notre vie. Nous avons perdu contact mes deux sœurs et moi au moment de la séquestration de ma mère. Aujourd'hui, j'ai espoir qu'elles soient encore en vie.

«L'année dernière, en février, ont été massacrés les cinquante derniers membres de ma communauté Chimel ; et là, il y avait ma belle-sœur et ses petits enfants.

«Au Guatemala, la répression s'est généralisée dans toutes les régions du pays. J'ai rencontré des hommes, des femmes, des enfants survivants de leurs communautés et qui m'ont raconté la situation terrible dans laquelle la plupart d'entre eux avait vécu.

«Je pourrais rester des heures entières à parler de la situation de génocide livré contre mon peuple.

«Il est clair pour moi que l'armée ne va pas changer, même en mettant un autre général au gouvernement, car ce sont toujours les mêmes, ceux qui massacent et torturent mon peuple».

FEMME INDIENNE

De tes mains sort la tortilla qui alimente nos vies. De tes mains sort une grande part de la richesse et des beautés du Guatemala.

De ton cœur jaillit l'amour qui fait vivre tous les hommes, les enfants, les jeunes et les vieillards.

De ton ventre sort le futur véritable de notre patrie.

Tu as toujours été exploitée et discriminée. Ils ne te laissent pas aller à l'école. Ils pensent que tu ne peux servir la lutte. L'armée séquestre, torture et assassine tes enfants et ton époux. Frappe les mères et leurs filles.

Aujourd'hui tu es présente dans les luttes qui ont fleuri dans tout le pays. Avec tes enfants sur le dos. De tes lèvres silencieuses sortent les cris de notre lutte.

CUC
(Comité d'Unité Paysanne)

MUJER INDIGENA

De tus manos sale la tortilla que alimenta nuestras vidas.

De tus manos sale gran parte de la riqueza y belleza de Guatemala.

De tu corazón sale el cariño que necesitamos todos los hombres niños, juvenes y ancianos.

De tu vientre sale el verdadero futuro de nuestra patria.

Siempre has sido explotada y discriminada. No te dejan ir a la escuela. Piensan que no servís para la lucha. El ejército secuestra, tortura y asesina a tus hijos y esposos. Golpea a madres e hijas.

Hoy estas presente en las luchas regadas por todo el país. Con tus hijos a la espalda. De tus labios silenciosos salen gritos de lucha.

CUC
(Comite de Unidad Campesina)



Bien avant l'apparition de l'industrie, le travail de l'artisanat, effectué principalement par les femmes, dans la plus pure tradition préhispanique, constituait un élément important de l'économie guatémaltèque.

De même, les femmes d'extraction paysanne et indienne, caractérisant l'essentiel de la main d'œuvre féminine, ont contribué fortement au développement économique dès les premiers balbutiements de l'industrie au Guatemala.

DE LA « MUCHACHA »... AU RESPECT

Avant les années cinquante, la majeure partie des femmes paysannes, produits de l'exode rural, travaillaient comme employés domestiques chez les particuliers ou comme employées de service dans les usines et les institutions publiques. La majorité des employées de maison sont des femmes d'origine indienne, lesquelles se verraient alors obligées d'abandonner leurs vêtements traditionnels comme un fait supplémentaire de la politique de domination, raciste du pays. Beaucoup sont sujettes aux harcèlements sexuels: il n'est pas rare que les fils de famille aient fait leurs « premières armes » de gré ou de force sur la « muchacha » de la famille.

La loi limite leurs horaires de travail à quatorze heures par jour mais dans la pratique, elles sont souvent plus longues...

A leur arrivée en ville, la plupart d'entre elles seront destinées à grossir l'armée de réserve en assurant de multiples petits travaux de subsistance tels que vendeuses de journaux, blanchisseuses, etc. Les plus favorisées obtiennent parfois un poste fixe sur les marchés (les « locatarías ») soumis à de lourdes taxes et sévèrement contrôlés par les autorités municipales : les « locatarías » constituent aussi une importante force de protestations politiques manipulées par le gouvernement qui a fait d'elles l'expression populaire la plus représentative « des secteurs défavorisés du pays ».

Autre type de travail caractérisant l'exploitation dans laquelle sont maintenues les femmes à la ville : les employées de magasin. Les horaires de travail varient selon la fantaisie des patrons entre dix à douze heures par jour ; bien souvent les femmes sont tenues à venir travailler le dimanche après-midi et ne disposent que d'une demi-heure de repas par jour, tout cela pour un salaire dérisoire.

Vers 1920, une couturière ne percevait que 1,5 peso par veste et pantalon, vendus dans le commerce 60 et 50 pesos ! Au début du siècle, les femmes auxquelles on reconnaissait une certaine dextérité manuelle, fournissant une main d'œuvre bon marché, étaient employées dans l'industrie textile, la confection et l'alimentation.

Dans les années soixante, lors de la constitution du Marché commun centro-américain (MCCA), l'industrie



YOLANDA URIZAR V. DE AGUILAR

Yolanda est une femme qui a mis ses connaissances juridiques au service de la lutte de son peuple. Quelques données nous illustrent son engagement :

— Avec d'autres étudiantes en droit, elles ont créé la COJUCO (Bureau de conseil juridique ouvrier et paysan).

— Elle devient par la suite membre de l'École d'orientation syndicale où elle a transmis ses connaissances aux travailleurs.

— Elle a intégré le Département juridique de la Centrale nationale des travailleurs (CNT).

Ceux qui massacrent le peuple guatémaltèque ont tenté d'arrê-

ter la lutte de Yolanda en tuant son mari et son enfant, et en torturant sa fille âgée de seulement quinze ans. Mais peut-on arrêter ainsi la lutte d'un peuple ?

Citons Miguel Angel Albizu-
res : « Nous savons que Yolanda affronte avec courage les sbires, mais il faut que la communauté internationale agisse, que les comités, les gouvernements démocratiques et plus particulièrement la classe ouvrière du monde entier élèvent leur voix et exigent sa libération et le respect de son intégrité physique. L'internationalisme prolétarien ne connaît pas de frontières.

« Dans les prisons lointaines du Guatemala, une femme digne, courageuse et honnête, attend la solidarité internationale... »

guatémaltèque est en plein essor. Les secteurs de l'industrie pharmaceutique, de l'électroménager prônant le travail féminin leur ouvrira de nouvelles perspectives de travail. Mais bien souvent la ville deviendra pour la femme symbole de la prostitution, de la marginalité et du chômage.

Victimes de l'exploitation et de la discrimination, certaines se sont peu à peu organisées et responsabilisées en participant activement à la vie syndicale de leur entreprise. Dans les villes, les étudiantes et les ouvrières ont été les premières à rejoindre la lutte armée.

Vers les années quatre-vingt, face à l'escalade de la répression, beaucoup de femmes sont tombées dans la lutte :

alors qu'elles distribuaient des tracts de la CNT, Florencia Xoco Charez et vingt-six autres militantes syndicalistes sont arrêtées et portées disparues.

Qu'elles soient Indiennes ou ladinas, paysannes ou ouvrières, partageant les mêmes conditions de misère, les femmes guatémaltèques sont aujourd'hui réunies dans la même lutte : celle de la libération de leur peuple.

Malgré les coups sévères dus à la politique répressive du gouvernement, les difficultés à se faire entendre de leurs compagnons, elles conservent la volonté et l'espoir de trouver au sein d'une société nouvelle le chemin de la reconnaissance et du respect que déjà la révolution a entrouvert.

ALAIDE ET LES AUTRES

La problématique de la femme guatémaltèque ne peut se concevoir d'une façon isolée, mais doit être insérée dans la vie sociale et la réalité du pays. C'est seulement à partir de là que nous pouvons comprendre sa situation spécifique en temps qu'être plus discriminé, plus exploité et plus opprimé à l'intérieur du système.

Au Guatemala, on ne peut pas dire qu'il existe « deux sortes » de femmes. Ces femmes, il faut les situer et les identifier par rapport aux secteurs sociaux auxquels elles appartiennent et non en tant qu'Indiennes ou ladinas. Parmi les différentes classes sociales, nous rencontrons les femmes issues des classes moyenne et bourgeoise. Ces femmes, aux conditions de vie privilégiées, représentent le faible pourcentage des femmes qui reçoivent une éducation d'enseignement primaire et secondaire. Parmi elles, une petite quantité accède à l'enseignement supérieur (on estime à environ 1 % de la population totale ceux qui accèdent à l'enseignement supérieur, les femmes représentant moins d'un tiers de ce pourcentage). Mais toutes sont victimes de la discrimination sexiste qui sévit au Guatemala.

Jusqu'au début du siècle, les femmes de ces couches sociales ne travaillaient pas. Elles avaient comme rôle principal de s'occuper du foyer et de l'éducation des enfants. Mais elles étaient aussi considérées comme « interlocuteurs » puisqu'elles participaient aux discussions politiques et culturelles dans les salons. Ces femmes, dès le début du siècle, fumaient.

En 1920-1922, certaines d'entre elles entrent sur le marché du travail et occupent des postes de secrétaire, d'institutrice, travaillent dans les banques, la Compagnie Nord-Américaine ou les grands magasins, ce qui provoque de grands scandales. Le début du siècle, pour ces femmes, marque l'accès de quelques-unes à l'université, donc à l'obtention d'un diplôme d'études supérieures. C'est ainsi qu'en 1930, après maintes difficultés, Blanca Altaure est la première femme à obtenir un diplôme, et ce en pharmacie. En tre 1920 et 1939, elles seront quatre à y parvenir et toutes dans la même branche.

Ce début de siècle fut aussi marqué par la présence des femmes dans la vie culturelle à laquelle elles participèrent en tant qu'écrivain, poète, peintre, ou comédienne de théâtre. Certaines laissèrent une empreinte indélébile telle Alaïde Foppa, puisque conscientes des inégalités sociales elles participèrent aussi à la lutte contre la dictature et s'affirmèrent avec l'insurrection de 1944 qui permit une décennie de démocratie qui leur ouvrit certains droits. En 1944, au cours d'une manifestation, une institutrice, Maria Chinchilla fut tuée et devint le symbole de la lutte contre la dictature.

Cette décennie apporta de grandes améliorations sociales pour l'ensemble du peuple guatémaltèque et plus de possibilités pour les femmes. Parmi ces nouveaux droits, celui qui diminue le chemin de la discrimination : l'égalité civile. On note aussi le

réapparition des droits syndicaux, supprimés en 1932. la sécurité sociale apparaît et de grands hôpitaux sont construits où sont employées une majorité de femmes. Le Code du travail est adopté. Pendant la maternité, les femmes perçoivent la moitié de leur salaire. Les journées de travail de huit heures sont légalisées. Le développement économique du pays est réel et des emplois nouveaux sont créés, occupant beaucoup de femmes.

A partir des années soixante, les femmes entrent plus massivement à l'université, dans toutes les disciplines et commencent à y enseigner. A cette même époque, les premières insurrections éclatent, la résistance armée apparaît. Les femmes représentent 5 à 10 % de cette force. Dans les villes, les étudiantes sont les premières à rejoindre la guérilla. En 1966, la répression s'intensifie et parmi un groupe de vingt-huit disparus, deux sont des femmes, Iris Yon et Eunice Campiran, toutes deux étudiantes. En 1970, la participation des femmes représente 30 % des effectifs de la guérilla dans les villes et 50 % dans les campagnes, et nombreuses sont les femmes qui assument des responsabilités de direction et d'encadrement au sein de la guérilla. Au niveau du gouvernement, rares sont les femmes qui occupent des postes de ministre ou de député. La ségrégation continue. En 1973, une grande grève éclate dans l'Education publique ; les grévistes sont en majorité des femmes qui revendiquent une augmentation des salaires. Ce mouvement représente un moment important pour la lutte des masses guatémaltèques.

Aujourd'hui, ces femmes de plus en plus nombreuses à étudier, militent dans les syndicats et les partis politiques. De plus en plus nombreuses, elles s'incorporent à la lutte armée. De plus en plus, les hommes en lutte les reconnaissent comme des combat-

tantes à part entière, des êtres qui savent se battre et en qui ils peuvent avoir confiance. Avec la lutte qui est menée dans le pays, chacun et chacune joue un rôle déterminant contre l'opresseur quelle que soit son origine sociale. Dans la lutte, chacun et chacune gagne le respect de l'autre. ■



Une perle, puis une perle, puis une autre perle...

ALAIDE FOPPA

Le 19 décembre 1980, l'écrivain Alaïde Foppa est enlevée au Guatemala par les forces gouvernementales alors qu'elle rendait visite à sa mère. Depuis, aucun nouvelle.

Après avoir fait des études de Philosophie et de Lettres en Belgique, elle a obtenu son doctorat en Italie. Depuis 1954, elle vivait en exil au Mexique avec sa famille. Alaïde fit une brillante carrière comme professeur à l'Université nationale autonome de Mexico où elle assurait, entre autres, la chaire du cours de « sociologie

de la femme », premier cours sur ce sujet dans une université d'Amérique latine.

Attirée par le féminisme, elle anime une émission radio, « Forum de la femme », à partir de 1972, dont elle prépara plus de quatre cents émissions. Elle fut aussi fondatrice de la revue « FEM », première en date des publications féministes d'Amérique latine.

S'intéressant à la lutte pour les droits de l'homme, elle devint membre d'Amnesty International, fonda avec d'autres femmes le Regroupement international des femmes unies contre la répression au Guatemala (AIMUR) et participa aux activités de l'opposition guatémaltèque en exil. ■

ECHEC ET MAT AUX SYNDICATS JAUNES !

Les syndicats jaunes, collaborateurs empressés de la dictature de Rios Montt, avaient quelque inquiétude avant que ne débute la 69ème conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT). Même M. Otto Palma, ministre du Travail (!?), était là, et assistera à la déconfiture de ces syndicats fantoches qui prétendent représenter les intérêts des travailleurs guatémaltèques...

En effet, lors de cette session qui se déroulait à Genève, une délégation du CNUS était là. Il faut rappeler que le Comité national d'unité syndicale, né en 1976 et qui travaille dans la clandestinité depuis 1980, année durant laquelle furent assassinés les vingt-sept membres de son comité exécutif, représente le plus important regroupement de centrales syndicales au Guatemala.

Dans son intervention devant l'OIT, la délégation unitaire a rappelé que « depuis 29 ans, c'est la première fois qu'une délégation unitaire et représentative est présente à l'OIT pour dénoncer les violations des droits et des libertés syndicales ». Par ailleurs, elle a dénoncé la dictature de Rios Montt, sa pseudo ouverture et la création par la dictature de la Confédération d'unité syndicale du Guatemala.

Durant les pauvres cinq minutes qui leur ont été accordées, les représentants du CNUS ont aussi dénoncé la répression sans limites que subissent les militants et dirigeants syndicalistes. Après avoir demandé au ministre du Travail « si la liberté syndicale existe au Guatemala, pourquoi les bureaux des centrales ouvrières restent donc fermées depuis maintenant trois ans ? », la représentation unitaire a demandé à l'OIT de désigner « une commission qui, à l'intérieur du Guatemala, enquêtera sur la flagrante violation des conventions internationales concernant les libertés syndicales et les droits des ouvriers qui payent de leur vie la défense de leurs intérêts ».

D'autre part, le CNUS a présenté à cette conférence un document analysant la situation dans laquelle vivent aujourd'hui les travailleurs guatémaltèques. Partant des statistiques officielles et des déclarations faites par Rios Montt lui-même, le document explique que le chômage et le sous-emploi touchaient 40% de la population active en 1982 et qu'ils ont augmenté pour atteindre 60% en 1983. Sur la population totale (environ 7 millions et demi), 5,54 millions sont pauvres et 3,64 millions vivent dans une pauvreté extrême.

Quand on pense que, par contre, 2% de la population possède 62% de la terre...

Pourtant, dès qu'ils tentent de faire valoir leurs droits, que ce soit d'une façon légale ou pas, les travailleurs guatémaltèques subissent immé-

diatement des représailles de la part du gouvernement qui fait peser sur eux une répression constante. Le travailleur qui réclame une augmentation de salaire risque sa vie...

Aussi, la délégation unitaire du CNUS a renouvelé devant la 69ème conférence de l'OIT les revendications des travailleurs guatémaltèques :

1 - Le respect des conventions internationales du travail de l'OIT et de la législation du travail qui sont violées au Guatemala.

2 - Que cesse la persécution, les enlèvements, les disparitions, la torture et l'assassinat des dirigeants syndicaux et des membres des organisations syndicales, populaires et démocratiques.

3 - Le respect des droits du citoyen, des droits des organisations populaires et démocratiques contenus dans les lois nationales et qui bénéficient aux travailleurs.

4 - La liberté des prisonniers politiques et la réapparition en vie des disparus enlevés par les forces gouvernementales.

5 - La dissolution des tribunaux d'exception.

6 - La fin de la coercition à l'encontre des paysans afin qu'ils participent aux patrouilles de défense civile.

7 - La liberté des paysans enfermés par l'armée dans les « villages modèles ».

8 - Que cesse la politique génocide de « terre brûlée » et de massacres dont sont victimes les travailleurs paysans et plus particulièrement les Indiens.

9 - Le jugement, la condamnation et le châtimement des responsables du génocide du peuple guatémaltèque,

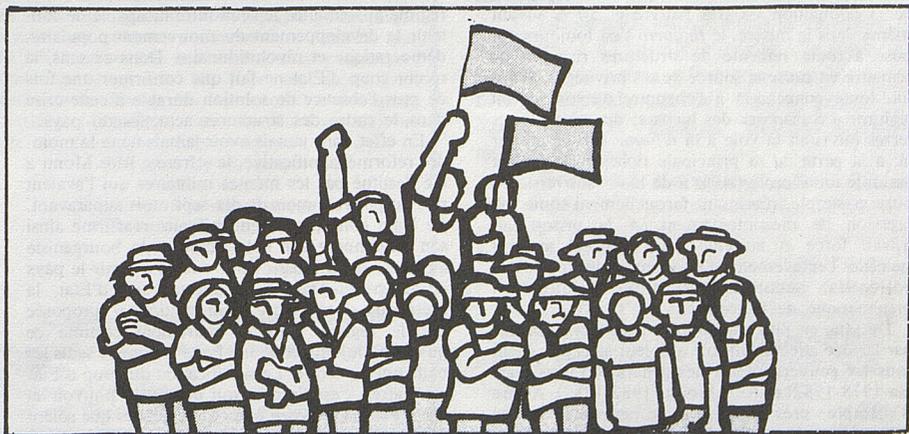
que ce soit sous les régimes précédents ou l'actuel.

10 - Le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme (ONU) et de la Convention inter-américaine des droits de l'homme (OEA).

11 - La suppression de l'article 57 qui interdit le droit d'association et de syndicalisation pour les travailleurs des entreprises d'État.

12 - La dissolution des bandes paramilitaires qui agissent avec l'appui du gouvernement et des patrouilles civiles.

Les cinq minutes accordées à la délégation du CNUS l'ont été grâce au soutien apporté par de nombreuses délégations syndicales étrangères à ses représentants. Ainsi, malgré toutes les manœuvres du ministre du Travail et des syndicats jaunes, les travailleurs guatémaltèques ont pu faire entendre leur voix par delà les frontières et la répression. Il ne s'agit pas pour nous de faire la sourde oreille mais, bien au contraire, d'apporter notre soutien et notre solidarité aux travailleurs guatémaltèques en lutte pour leurs droits fondamentaux. ■



SOLIDARITE



« Solidarité Guatemala » : un instrument pour la solidarité.

AMERIQUE CENTRALE en Lutte



A envoyer avec votre adresse à
« Amérique Centrale en Lutte »
68, rue de Babylone — 75007 Paris.



NON AU GÉNOCIDÉ ! SOUTIEN A LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU GUATEMALA !

1) Situé au Nord de l'Amérique centrale, le Guatemala compte un peu plus de sept millions d'habitants, dont la moitié environ (entre 50 et 60 %) est constituée par la population indienne.

Descendants des Mayas-Toltèques, les Indiens du Guatemala d'aujourd'hui vivent dans des conditions de misère extrême. Acculés à vivre dans les Hauts-Plateaux du pays, après des siècles d'exploitation et de persécution, ils ne possèdent guère que 20 % des terres cultivables, tandis que 2 % de la population en possède plus de 60 % : ce sont les *finqueros*, gros propriétaires fonciers gardant une mentalité héritée de la colonie.

Jouissant d'énormes richesses, tandis que 80 % de la population est très pauvre et 50 % vivant même dans la misère, le *finquero* s'est toujours opposé à toute réforme de structures risquant de remettre en cause la source de ses privilèges. Selon lui, toute concession à l'encontre de son « droit légitime » à disposer des biens et des vies sur ses terres ouvrirait la voie à la *réforme agraire* et, par là, à la perte de sa principale richesse. Il a donc assimilé toute protestation à de la « subversion » pure et simple, réprimant farouchement toute expression de mécontentement. A la prison, au travail forcé et au châtiement corporel se sont succédés l'enlèvement, l'assassinat et les massacres collectifs, accompagnés d'une application systématique de la torture.

De plus en plus massifs, les massacres commis par l'armée atteindront un ampleur sans précédent sous les gouvernements des généraux Lucas Garcia 1978-1982 et Rios Montt (1982-1983). A titre d'exemple : près de quinze mille personnes ont été

assassinées par les forces gouvernementales entre le coup d'Etat du 23 Mars 1982 et celui du 8 août 1983.

L'application systématique de la tactique de la « terre brûlée » dans les campagnes guatémaltèques par l'armée s'est traduite par l'anéantissement de villages entiers, par l'apparition d'un million de réfugiés se déplaçant à l'intérieur du pays pour fuir la répression, par l'exode de deux cents mille paysans vers le Mexique, mais aussi le Honduras et Belize, par la mise en place des *villages stratégiques* où l'armée concentre la population qui a survécu aux massacres, etc. Plusieurs organismes internationaux estiment que du point de vue juridique la répression au Guatemala constitue un *génocide* au sens strict, dont les principales victimes sont les Indiens. Même les enfants n'échappent pas à la mort et aux tortures qui marquent le passage des *Kaibiles*, les troupes d'élite de l'armée guatémaltèque.

2) La nécessité d'un véritable changement politique au Guatemala n'est plus à démontrer. Se débattant au milieu de sa crise la plus profonde, depuis son instauration par les Nord-Américains en 1954, le régime guatémaltèque se montre incapable de contenir le développement du mouvement populaire, démocratique et révolutionnaire. Dans ce sens, le récent coup d'Etat ne fait que confirmer une fois de plus l'absence de solution durable à cette crise dans le cadre des structures actuelles du pays.

En effet, sans jamais avoir jamais tenté la moindre réforme significative, le « frère » Rios Montt a été destitué par les mêmes militaires qui l'avaient mis au pouvoir moins de dix-sept mois auparavant. Le Haut commandement militaire réaffirme ainsi son hégémonie sur l'oligarchie et la bourgeoisie « civiles » sans réussir pour autant à sortir le pays de la crise. Avec ce nouveau coup d'Etat, la prétendue « ouverture démocratique » proposée par le régime apparaît clairement comme ce qu'elle a toujours été : une farce à laquelle seuls les naïfs ont pu croire. La signification du coup d'Etat est claire : c'est l'armée qui détient le pouvoir et elle n'est pas disposée à le céder, quelles que soient

les pressions internes et internationales.

Attaqué par le grand patronat et par les sympathisants du Mouvement national de libération (MLN, extrême-droite), critiqué par la hiérarchie catholique, isolé et accusé au niveau international comme nul autre militaire-président guatémaltèque, le gouvernement de Rios Montt avait échoué sur toute la ligne.

Sans avoir pu vaincre le mouvement révolutionnaire et attirant sur lui la disgrâce de tous les secteurs du bloc dominant, le général-prédicateur était devenu un allié très encombrant pour la politique de Reagan dans la région. Après deux mois de tentatives putschistes, d'accusations, de menaces et de tractations (publiques et secrètes), Rios Montt est finalement destitué. Son poste est désormais occupé par son ministre de la Défense, le général Oscar Mejia Victores, un des principaux défenseurs de la ligne du général Lucas (destitué en 1982 par le coup d'Etat qui porta Rios Montt au pouvoir). Vu la continuité au pouvoir de l'armée, le nouveau *golpe* est une constatation de plus de l'échec du modèle politique impulsé par celle-ci depuis près de quinze ans : *l'Etat contre-insurrectionnel*.

3) L'absence de toute possibilité de changement par des moyens démocratiques et pacifiques a conduit le peuple guatémaltèque à prendre les armes pour lutter contre l'exploitation, l'oppression, la répression et la discrimination. Tous les secteurs populaires et démocratiques participent à cette lutte : chrétiens, paysans, ouvriers, intellectuels, étudiants, artisans, petits commerçants, habitants des bidonvilles, etc.

Des hommes et des femmes, des enfants et des vieillards, des religieux et des catéchistes, des croyants et des non-croyants, mais surtout des Indiens et des métis pauvres, tous unis dans cet immense effort pour construire un nouveau Guatemala où, entre autres, le premier droit de l'être humain, le droit à la vie, soit enfin respecté. Cette lutte, aussi nécessaire et légitime que la résistance française contre le nazisme, se déroule sur presque tout le pays, mais principalement là où habite la grande majorité de la population, dans les Hauts-



UNE SEMAINE DE « RENCONTRES ET SOLIDARITE POUR UN NOUVEAU GUATEMALA »

Durant la semaine du 30 mai au 6 juin, sur des thèmes chaque fois différents, les quartiers de la ville de Paris ont manifesté leur solidarité avec la lutte du peuple guatémaltèque. Alors que des affiches dénonçant le «génocide d'un peuple en lutte» recouvraient les murs de la capitale, les parisiens (et les autres !) pouvaient participer à des débats, des projections des conférences, des expositions et des témoignages avec des militants guatémaltèques.

Le premier jour, Jesus Garcia Ruiz, ethnologue, nous a fourni une quantité impressionnante de données et d'informations sur le rôle des sectes nord-américaines en Amérique centrale et plus particulièrement au Guatemala. A travers une étude approfondie, il nous a prouvé l'utilisation de ces sectes par les services de renseignements US et le danger qu'elles représentaient pour les communautés indiennes.

Le second jour, la soirée la plus brillante selon des rumeurs, le public, dégustant des «empenadas», a pu entendre l'exposé d'un représentant de

l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) sur la lutte de son peuple. Public nombreux grâce aux efforts des membres du Comité Américain central du 18ème.

Le troisième jour, le thème de la soirée était «l'Église des catacombes». Deux représentants du Comité Pro-Justice et Paix ont témoigné de l'engagement des chrétiens dans la lutte populaire après la projection d'un film sur les sectes au Guatemala.

Ce même jour, à l'heure du repas, un représentant de l'URNG est venu discuter avec les militants syndicaux

de la SFP (Société française de publicité et de production audiovisuelle) de la lutte des travailleurs guatémaltèques.

Le quatrième jour, Manuel José Arce, écrivain, poète, militant, nous a illustré l'Histoire du Guatemala et de ses luttes à travers une promenade le long du chemin de la littérature. Loin des débats courants d'air, une soirée chaleureuse et didactique !

Le cinquième jour, Cristina, représentante du Comité d'unité paysanne (CUC) nous a fait vivre le combat des femmes indiennes et l'insertion des femmes guatémaltèques dans la lutte contre la dictature. Après la projection d'un montage de diapositives sur l'histoire des luttes et la formation des organisations politico-militaires et d'un film vidéo nous donnant le témoignage de Rigoberta Menchu sur la situation qui a amené son peuple à la lutte, Cristina a répondu aux nombreuses questions du public qui concernaient principalement les femmes guatémaltèques, l'intervention US, et l'avenir du Guatemala «après la révolution»...

Le sixième et dernier jour, en présence du député socialiste M. Rouquette, a lieu une discussion à laquelle participaient de nombreux militants guatémaltèques sur la situation des réfugiés tant à l'extérieur du pays qu'à l'intérieur. On pouvait, par ailleurs, voir une exposition de photos sur les réfugiés.

Le samedi soir, c'était la «soirée-surprise» ! Et quelle surprise : le groupe de rock prévu n'est pas venu et la fête se déroula sur des airs de salsa... Rock against Reagan devint Salsa against Reagan !

Beaucoup de groupes, de comités, d'associations ont participé activement à l'organisation de cette semaine. Pour chaque activité, pour chaque soirée, chaque rencontre de cette semaine, le public s'est montré très intéressé, et même parfois étonné : de la participation, par exemple, des chrétiens à la lutte !

A refaire !

Plateaux du Nord et de l'Ouest. Et c'est bien là que réside sa force principale : dans son profond enracinement populaire et dans la participation massive du peuple. Car c'est le peuple qui se bat pour récupérer sa dignité, pour faire valoir son droit à la justice et à la démocratie, pour instaurer un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique.

Malgré l'ampleur de l'offensive menée par l'armée, les forces de l'Unité révolutionnaire guatémaltèque (URNG) frappent constamment les unités gouvernementales. Dans ce sens, les actions effectuées par des unités combinées de l'URNG à Chimaltenango le mois de juin dernier sont d'une grande importance pour le processus unitaire de l'opposition guatémaltèque. La plus significative est l'attaque de deux pelotons de l'armée guatémaltèque, où celle-ci a perdu une soixantaine de soldats. Le combat a eu lieu dans une zone située à 60 kilomètres de la capitale ! Au Peten, au Quiché, à Huehuetenango, à San Marcos, à Alta Verapaz et dans la capitale, les actions révolutionnaires et les affrontements se succèdent. Partout dans le pays, dans les plaines, les montagnes et les villes, le peuple combat la dictature.

4) Les peuples de l'Amérique centrale veulent la paix, mais pas n'importe quelle paix. Surtout pas celle imposée par les militaires qui signifie la mort, la misère, la famine et la terreur. Estimant que la défense des intérêts nord-américains l'autorise à intervenir d'importance où, Reagan augmente les préparatifs d'une intervention directe de plus en plus menaçante.

Continuant les agressions économiques et militaires contre la jeune révolution sandiniste, soutenant ouvertement les bandes contre-révolutionnaires des ex-gardes somozistes et des mercenaires qui opèrent depuis le Honduras, transformant ce dernier en base militaire yankee, Reagan soutient aussi les régimes militaires d'El Salvador et du Guatemala dans leur lutte contre les soulèvements populaires en ces pays.

Il n'est donc pas étonnant qu'il déclare, au lendemain même du coup d'Etat, que le général Mejia Victores (le nouveau dictateur) lui semblait

un homme plein de «bonne volonté pour retourner à la démocratie». D'ailleurs, Reagan ne cessait de proclamer la même chose à propos de Rios Montt. Depuis l'arrivée de celui-ci au pouvoir. Le principal argument serait l'existence d'une «violation modérée des droits de l'homme» qui justifierait l'octroi d'une aide économique et militaire...

5) Le peuple guatémaltèque est conscient des difficultés et des sacrifices qu'il devra accomplir pour atteindre son but : le renversement de la dictature. La construction d'un nouveau Guatemala commencera alors par l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique, dont la définition du programme se trouve dans la plate-forme en cinq points proposée par l'URNG. Cette plate-forme de gouvernement constitue, à l'heure actuelle, la seule alternative capable de sortir le pays de la crise et de la misère.

6) Conscients de l'importance du moment que traverse la lutte du peuple guatémaltèque, il nous semble nécessaire d'approfondir le soutien à cette lutte et de développer la solidarité envers ce peuple. Obtenir la reconnaissance du statut de belligérant pour l'URNG est un pas important. Ceci doit être une tâche prioritaire pour le mouvement de solidarité. Soutenir la campagne économique «pour un nouveau Guatemala» lancée par l'URNG en est une autre. Le soutien politique et matériel au peuple en lutte est aujourd'hui nécessaire, devant les agressions impérialistes destinées à empêcher l'exercice du droit légitime des peuples à l'autodétermination.

Le génocide du peuple en lutte : basta !
Soutien à la construction d'un nouveau Guatemala !

Collectif Guatemala
Septembre 1983

Pour tout versement à la campagne économique de l'URNG :
Compte n° 200-289-46
Collectif Guatemala « Campagne Guatemala »



LA MILITARISATION DE LA FAMINE



Soyons sûrs que la nomination de Henry Kissinger comme conseiller spécial renforcera l'aspect militaire et répressif de l'intervention américaine. Son expérience vietnamienne sera certainement mise à contribution. Le processus de démocratisation promis par Rios Montt et dont s'abreuve la presse internationale, guettant une improbable échéance, est décidément bien loin de la réalité guatémaltèque. La lutte légitime que livre le peuple organisé y prend pourtant racine. C'est un peu dans cette direction que nous voulons avancer.

Périodiquement l'administration américaine sort de son chapeau, ce qu'il est convenu (abusivement) d'appeler le plan Marshall pour l'Amérique centrale et les Caraïbes. Si c'est bien à ce propos, c'est-à-dire sur les remèdes à apporter à la crise en Amérique centrale, que divergent les analyses du président Reagan d'une part et du groupe de la «Contadora» (1) d'autre part (partagées pour l'essentiel par l'Internationale Socialiste), il serait faux de croire qu'au Guatemala comme au Salvador, l'économique soit absent de l'intervention américaine.

Au Guatemala, le général Rios Montt déclarait que la politique de «fusiles y frijoles» était la solution au problème de l'insurrection. Les villages stratégiques ou hameaux modèles, véritables camps de concentration sont promus fer de lance d'une sorte de communitarisme. Ce dernier doit forger la nouvelle nationalité appelée par Rios Montt «guatemalidad». Dans ces camps, les survivants des massacres travaillent pour l'armée qui les nourrit en retour : aliments contre travail.

Sous Lucas, de l'aveu même du responsable du comité de reconstruction nationale (converti à la «Secte du Verbe»), cet aspect économique — alimentaire manquait. La politique contre-insurrectionnelle répond également à la crise que subit l'économie guatémaltèque, notamment le secteur agro-exportateur. Celui-ci, au vu de la baisse des cours sur le marché mondial, a provoqué une chute de la production aux conséquences suivantes : les récoltes des cultures pour l'exportation constituent une source d'emplois et donc de revenu qui concerne plusieurs milliers de Guatémaltèques : paysans indiens et

ladinos, mais aussi les ouvriers des secteurs aval et amont.

L'Agence internationale de développement recense dans la population rurale en 1982 (2) 420.000 chefs de famille sans aucune terre dont 310.000 sans travail permanent (la population active dans l'agriculture est estimée entre 800.000 et 900.000 personnes).

Ainsi pour le café, une bonne partie de la récolte de la Boca Costa* était laissée sur pied et l'afflux de main d'œuvre, notamment des femmes et des enfants, a été mis à profit par les propriétaires par une baisse de salaires. Effondrement de la culture du coton (d'une surface de 240.000 manzanas** en 1982 à moins de 100.000 en 1983), parfois remplacée par des cultures alimentaires de base, mais aussi des fincas abandonnées par leurs propriétaires. Baisse de 50% de la main d'œuvre employée et des salaires versées.

En ce qui concerne la canne à sucre, baisse de la production de 40% et pratique du salaire moyen entre 2,5 quetzales et 3,20 quetzales par jour de travail. (Le minimum vital calculé par le ministère du Travail est estimé à 4,5 quetzales par jour, dans les zones rurales).

Il faut ajouter l'impossibilité pour la grande majorité paysanne de louer des terres entre 60 et 90 quetzales (3) la manzana suivant le type de terrain. S'il peut payer, le propriétaire lui demandera, en plus du prix de la location, de planter de l'ajonjoli*** entre ses pieds de maïs. Quelles solutions préconise-t-on?

Après l'échec cuisant de la réforme agraire au Salvador, la stratégie américaine retrouve la voie des alliances avec les oligarchies locales. Ainsi quand le F.A.C. suggère la mise en pla-

ce d'une réforme agraire, Rios Montt annonce la suppression des impôts à l'exportation du café, étalée jusqu'en 1985.

La détérioration brutale des conditions de vie de la population paysanne, déjà qualifiée d'infrasubsistance par les organismes internationaux, s'accompagne d'une répression sauvage et d'une militarisation omniprésente de l'État, de la société, de l'emploi.

L'expérience de la lutte montre un autre chemin.

Lors de la dernière grève, début 1980, 75.000 travailleurs saisonniers obtenaient des augmentations salariales qui leur permettaient de revenir au niveau des salaires réels de 1972 ! Alors que nominalement, ils passaient de 1,14 qtz à 2,35 qtz.

Incapables de satisfaire le minimum alimentaire vital à leur famille, du fait du chômage massif, les paysans guatémaltèques sont contraints au travail forcé et militarisé : lutte pour la survie, certes, mais surtout lutte populaire, révolutionnaire et démocratique face à une intervention américaine économique et militaire de plus en plus décisive dans le maintien de la dictature militaire. ■

* région géologique propice à la culture du café à la frontière entre la plaine côtière du Pacifique et les Hauts Plateaux.

** une manzana égale 0,698 ha.

*** ajonjoli : sésame.

(1) groupe portant le nom de l'île où il s'est réuni pour la première fois, composé du Mexique, de la Colombie, du Venezuela et de Panama.

(2) Étude de l'A.I.D. - septembre 1982 - Enfopress numéro 16 - 18.6.1983.

(3) Noticias de Guatemala numéro 92. 15.5.1983 page 5.